

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

14 février 2005

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

relative à un allègement important de la dette des pays touchés par le raz-de-marée qui a frappé l'Asie du Sud-Est

(déposée par Mme Annelies Storms et MM. Dirk Van der Maelen et Patrick Moriau)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

14 februari 2005

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

voor een verregaande schuldkwijtschelding voor de landen die werden getroffen door de zeebeving in Zuidoost-Azië

(ingedien door mevrouw Annelies Storms en de heren Dirk Van der Maelen en Patrick Moriau)

<i>cdH</i>	:	<i>Centre démocrate Humaniste</i>
<i>CD&V</i>	:	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
<i>ECOLO</i>	:	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
<i>FN</i>	:	<i>Front National</i>
<i>MR</i>	:	<i>Mouvement Réformateur</i>
<i>N-VA</i>	:	<i>Nieuw - Vlaamse Alliantie</i>
<i>PS</i>	:	<i>Parti socialiste</i>
<i>sp.a - spirit</i>	:	<i>Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.</i>
<i>Vlaams Belang</i>	:	<i>Vlaams Belang</i>
<i>VLD</i>	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature,
 suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA : Questions et Réponses écrites
CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral
 (couverture verte)
CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)
CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte
 rendu intégral et, à droite, le compte rendu
 analytique traduit des interventions (avec les an-
 nexes)
 (*PLEN*: couverture blanche; *COM*: couverture
 saumon)
PLEN : Séance plénière
COM : Réunion de commission
MOT : Motions déposées en conclusion d'interpellations
 (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode +
 basisnummer en volgnummer
QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene
 kaft)
CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal
 verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de
 toespraken (met de bijlagen)
 (*PLEN*: witte kaft; *COM*: zalmkleurige kaft)
PLEN : Plenum
COM : Commissievergadering
MOT : moties tot besluit van interpellations (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des

représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les pays du pourtour de l'océan Indien ont été touchés par une catastrophe sans précédent qui a causé d'immenses souffrances. L'ensemble de la population belge compatit avec les victimes et avec leurs familles.

À l'instar de plusieurs gouvernements, des institutions internationales telles que les Nations Unies, la Banque mondiale et le FMI ont rapidement réagi. Des milliards d'aide ont été promis lors de la conférence de Djakarta consacrée au tsunami. Selon les estimations des Nations Unies, il faudra un milliard de dollars environ pour répondre aux besoins des six premiers mois.

Il faut toutefois maintenir la pression politique pour que ces promesses soient effectivement – et rapidement – concrétisées. Il est loin d'être clair s'il est question, en l'occurrence, de dons ou de prêts. Les prêts ne feraient qu'accroître la dette actuelle des pays concernés et engendreraient à terme des problèmes supplémentaires pour ces derniers. Il convient dès lors que l'ensemble des promesses et des remises de dette s'ajoutent aux autres efforts nécessaires dans le domaine de la coopération au développement, et ne les remplacent pas.

Selon les estimations de la Banque mondiale, la dette des pays concernés s'élève à quelque 375 milliards de dollars. Rien que pour l'année dernière, le Sri Lanka, l'Indonésie et la Thaïlande ont déjà déboursé 20 milliards de dollars pour le remboursement de leurs dettes. Eu égard à l'ampleur de cette catastrophe, les pays riches et les grandes institutions doivent décréter un moratoire immédiat sur le remboursement de la dette. Il ne s'agirait toutefois là que d'un premier pas.

La dette de l'Indonésie s'élève à elle seule à 132 milliards de dollars. Le remboursement de cette dette, couplé à la politique économique de privatisation et de libéralisation imposée par le FMI et la Banque mondiale, empêche depuis des années déjà de consacrer plus d'argent à des programmes dans le secteur social, l'enseignement et les soins de santé. En 2004, l'Indonésie a payé 6,8 milliards de dollars d'intérêts et de dette. Pour 2005, nous avons calculé que 7,1 milliards de dollars devraient être remboursés. Ce montant équivaut à la somme promise le 6 janvier par l'ensemble de la communauté internationale pour venir en aide à la communauté sinistrée.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Een catastrofe zonder voorgaande heeft de landen rond de Indische Oceaan getroffen en onnoemelijk leed veroorzaakt. De ganse Belgische bevolking leeft mee met de slachtoffers en hun families.

Verschillende regeringen en de internationale instellingen zoals de Verenigde Naties, Wereldbank en IMF hebben prompt gereageerd. Tijdens de Tsunami-conferentie in Jakarta werden miljarden steun toegezegd. Volgens de Verenigde Naties is er ongeveer 1 miljard dollar nodig om de noden gedurende de eerste zes maanden te lenigen.

Politieke druk blijft echter nodig om deze beloftes ook echt en snel genoeg waar te maken. Het is verre van duidelijk of het hier giften betreft of leningen. Leningen zouden de bestaande schuldenlast van de getroffen landen alleen maar verhogen en op lange termijn voor bijkomende problemen zorgen. Alle toezeggingen en kwijtscheldingen van gelden moeten dan ook komen bovenop de noodzakelijke andere inspanningen op gebied van ontwikkelingssamenwerking en niet in de plaats daarvan.

De schuldenberg van de betrokken landen bedraagt volgens de Wereldbank zo'n 375 miljard dollar. Sri Lanka, Indonesië en Thailand betaalden vorig jaar alleen al 20 miljard dollar aan schuldaflossing. Door de omvang van de ramp moeten de rijke landen en grote instellingen, met onmiddellijke ingang, een moratorium afkondigen op de schuldenlast. Dit slechts als een eerste stap.

De Indonesische schuldenberg alleen al bedraagt 132 miljard dollar. De afbetaling ervan, in samenspel met het economisch beleid van privatisering en liberalisering dat werd opgelegd door het IMF en Wereldbank, verstikt al jaren de mogelijkheden om meer geld te besteden aan programma's in de sociale sector, het onderwijs en de gezondheidszorg. In 2004 betaalde Indonesië 6,8 miljard dollar aan intresten en openstaande schuld. Voor 2005 berekenden we dat men 7,1 miljard dollar zou moeten terugbetaLEN. Dat is evenveel als het bedrag dat de ganse internationale gemeenschap op 6 januari toezegde als hulp aan de getroffen gemeenschap.

Un moratoire n'est rien d'autre qu'un sursis de paiement. Les charges sont reportées à la génération suivante et la spirale de la dette n'est absolument pas enrayer. C'est pourquoi nous plaidons pour une remise importante de la dette des pays les plus touchés. Diverses organisations nationales et internationales sont aussi favorables à cette idée.

Même sans cette catastrophe, il y avait suffisamment de raisons pour remettre la dette. Une bonne partie de la dette n'a jamais profité à la population. Le FMI, la Banque mondiale et les autres donateurs savaient aussi pertinemment qu'au moins 30% de leurs prêts à l'Indonésie aboutissaient dans les poches du dictateur Suharto et de ses fidèles. Mais, pour des raisons géopolitiques, on a fermé les yeux.

Depuis la crise financière de 1997, la politique économique de l'Indonésie est dictée par le FMI et la Banque mondiale. Le pays s'est vu obligé de prendre une série de mesures, qui se sont vite avérées n'être absolument pas adéquates. Pire encore: elles ont contribué à faire basculer un nombre plus élevé de personnes sous le seuil de pauvreté. Et entre-temps, l'Indonésie devait faire face à une énorme dette supplémentaire... mais, quand on a le couteau sur la gorge, on n'a pas vraiment le choix.

Par la présente résolution, les auteurs demandent par conséquent une importante remise de dettes pour les pays sinistrés. Sans ces mesures radicales, les pays les plus durement touchés de la région ne pourront atteindre les objectifs du Millénaire. Il convient de prévoir des garanties et des mécanismes assurant que les moyens dégagés seront effectivement utilisés en faveur des couches les plus démunies de la population et que les investissements seront en priorité réalisés dans l'enseignement, dans les soins de santé ainsi que dans d'autres programmes sociaux. S'il a été possible, l'année dernière, d'annuler une grande partie des dettes colossales de l'Irak, pourquoi ne pourrait-on répéter l'opération aujourd'hui? Ou doit-on en déduire que la règle du «deux poids, deux mesures» s'applique également après un tsunami?

Les auteurs estiment qu'en général, la remise de la dette de tous les pays du tiers-monde est, d'un point de vue éthique, une évidence, et croient que le modèle de coopération au développement contribuera à inverser la tendance. Ce modèle, reflet de la solidarité internationale, s'appuie sur l'égalité et les partenariats avec les sociétés civiles locales dans des pays avec lesquels sont nouées des relations de coopération. La norme en vertu de laquelle 0,7% du PNB doit être con-

Een moratorium is simpelweg een uitstel van betaling. De lasten worden verschoven naar de volgende generatie en de schuldenpiraal wordt op geen enkele wijze doorbroken. De indieners pleiten dan ook voor een verregaande kwijtschelding van de schuldenlast van de meest getroffen landen. Ook verscheidene nationale en internationale organisaties zijn dit idee tegen.

Ook zonder deze ramp was er reden genoeg om schuld kwijt te schelden. Een groot deel van de schulden is nooit ten goede gekomen aan de bevolking. Het IMF, de Wereldbank en andere donoren wisten ook zeer goed dat hun leningen aan Indonesië voor minstens 30% zijn verdwenen in de zakken van dictator Soeharto en getrouwden. Maar om geopolitieke redenen kneep men een oogje dicht.

Sinds de financiële crisis in 1997 wordt het economische beleid van Indonesië gedicteerd door het IMF en de Wereldbank. Het land werd verplicht een aantal maatregelen te nemen die al gauw allesbehalve adequaat bleken te zijn. Meer zelfs, ze waren er mee verantwoordelijk voor dat nog meer mensen terecht kwamen onder de armoedegrens. Indonesië zat ondertussen wel met een pak extra terug te betalen leningen opgezadeld... maar met het mes op de keel heb je niet veel keuze.

De indieners vragen dan ook met deze resolutie een verregaande schuldkwijtschelding voor de getroffen landen. Zonder deze radicale maatregelen halen de meest getroffen landen uit de regio de millenniumdoelstellingen niet. Er moeten garanties en mechanismen worden ingebouwd die ervoor zorgen dat de vrijgekomen middelen daadwerkelijk ten goede komen aan de armerelagen van de bevolking en in eerste instantie worden geïnvesteerd in onderwijs, gezondheidszorg en andere sociale programma's. Als men vorig jaar een groot deel van de Irakese schuldenberg kon kwijtscheiden, waarom zou dit dan nu niet kunnen? Of bestaan er ook na een tsunami nog steeds 2 maten en 2 gewichten?

Voor de indieners is in het algemeen de kwijtschelding van schulden van alle derdewereldlanden een ethische evidentie. De indieners geloven in het model van samenwerkingsontwikkeling om het tij te helpen keren. Dit model van internationale solidariteit is gebaseerd op evenwaardigheid en op partnerschappen met de lokale civiele maatschappijen in de landen waarmee samenwerkingsverbanden worden opgestart. De norm die bepaalt dat 0,7% van het BNP moet gaan

sacré à la coopération au développement représente un minimum absolu pour les auteurs. Il ne s'agit nullement de l'objectif noble que nous espérons bien atteindre dans 10 ou 20 ans. Les auteurs estiment que la remise de dettes doit non seulement être accordée aux pays récemment touchés, mais également, à terme, à tous les pays du tiers-monde.

naar samenwerkingsontwikkeling is voor de indieners een absolute minimumnorm, geen nobel streefdoel dat we over 10 of 20 jaar wel eens hopen te bereiken. Voor de indieners moet de kwijtschelding van schulden niet enkel gelden in de recent getroffen landen maar op termijn in alle derdewereldlanden.

Annelies STORMS (sp.a-spirit)
Dirk VAN DER MAELEN (sp.a-spirit)
Patrick MORIAU (PS)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

- A. vu la catastrophe sans précédent qui a frappé les pays de l'Océan indien et qui cause d'immenses souffrances;
- B. vu les milliards d'aide financière promis lors de la conférence Tsunami qui s'est tenue à Djakarta;
- C. vu la dette considérable des pays touchés;
- D. considérant qu'il existait déjà avant la catastrophe suffisamment de raisons justifiant une remise de dettes;
- E. considérant que la plus grande partie des dettes n'a jamais profité à la population.

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'inciter tous les créanciers bilatéraux et multilatéraux à décréter un moratoire immédiat sur le remboursement de la dette, sans imputer d'intérêts supplémentaires sur les paiements reportés par le moratoire;
2. d'accorder aux pays les plus touchés une remise des dettes bilatérales qu'ils ont contractées envers la Belgique;
3. de plaider activement, dans les diverses enceintes internationales, en faveur d'une importante remise de la dette de l'Indonésie et d'autres pays sinistrés, et de faire de même, à différents niveaux, à l'échelle européenne ainsi qu'au sein des différentes institutions multilatérales compétentes telles que le FMI, la Banque mondiale et la BAD (Banque asiatique de développement);
4. d'insister, dans ce cadre, pour que soit organisée, sous l'égide des Nations unies, une conférence internationale sur la dette des pays concernés. Cette conférence permettra de déterminer les besoins financiers, immédiats et à plus long terme, des pays touchés, ainsi que les coûts supplémentaires qu'entraîne la reconstruction pour lesdits pays. Leur dette doit être ramenée à un niveau raisonnable qui leur permette encore d'atteindre les objectifs du Millénaire et de garantir le développement de l'ensemble de leur population.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

- A. gelet op de catastrofe zonder voorgaande welke de landen rond de Indische Oceaan heeft getroffen en die onnoemelijk leed veroorzaakt;
- B. gelet op de miljarden steun die zijn toegezegd op de Tsunami-conferentie in Jakarta;
- C. gelet op de enorme schuldenberg van de getroffen landen;
- D. gelet op het feit dat er vooraf reeds redenen genoeg waren voor schuldkwitschelding;
- E. gelet op het feit dat het grootste deel van de schulden nooit ten goede is gekomen aan de bevolking.

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. alle bilaterale en multilaterale schuldeisers aan te sporen om onmiddellijk een moratorium af te kondigen op schuldaftalingen. Er mag daarbij geen bijkomende rente worden gerekend op de betalingen die worden uitgesteld door het moratorium;
2. de bilaterale schulden van de zwaarst getroffen landen aan België kwijt te schelden;
3. op diverse internationale Fora een vergaande schuldkwitschelding voor Indonesië en andere getroffen landen actief te verdedigen en hetzelfde te doen op de diverse Europese niveaus en in de diverse bevoegde multilaterale instellingen zoals het IMF, de Wereldbank en de ADB (*Asian Development Bank*);
4. in dit kader aan te dringen op de organisatie van een internationale conferentie in het kader van de Verenigde Naties over de schuldenlast van de betrokken landen. Op die conferentie kan worden uitgemaakt wat de financiële noden zijn van de getroffen landen op onmiddellijke en langere termijn, en welke extra kost de wederopbouw meebrengt voor de landen. De schuldenlast van de getroffen landen moet worden teruggebracht tot een betaalbaar niveau die hen nog in staat stelt om de millenniumdoelstellingen te halen en ontwikkeling

Les dettes qui s'avèrent illégitimes au terme d'une étude indépendante, feront l'objet d'une remise totale;

5. de s'opposer à la liaison de la remise de dettes aux conditions économiques habituellement imposées par le FMI, la Banque mondiale et la Banque de développement asiatique, lesquelles poussent ces pays dans la voie d'une privatisation et d'une libéralisation qui, au lieu de résoudre les problèmes, les amplifient;

6. de veiller, avec d'autres donateurs, à ce que les efforts humanitaires actuels, déployés à la suite du tsunami, n'entraînent pas de nouveau les pays touchés dans le piège de l'endettement. En d'autres termes, l'aide ne doit être accordée que sous la forme de dons, en particulier à l'égard des pays les plus pauvres du groupe. Les prêts ne feraient qu'aggraver le problème à plus long terme;

7. de veiller à ce que les vecteurs de l'aide ainsi que les autorités impliquées dans les pays touchés fassent preuve de transparence;

8. d'impliquer la population et la société civile dans le contrôle de l'utilisation des moyens dégagés.

te garanderen voor heel hun bevolking. Schulden die, na onafhankelijk onderzoek, illegitiem blijken te zijn, worden volledig kwijtgescholden;

5. geen koppeling toe te staan van de schuldkwijtschelding met de gangbare economische voorwaarden van het IMF, de Wereldbank en de Aziatische ontwikkelingsbank. Die dwingen hen in de richting van een privatisering en liberalisering die de problemen niet oplost maar vergroot;

6. er samen met andere donoren voor te zorgen dat de huidige hulpinspanning naar aanleiding van de tsunami geen nieuwe schuldenval wordt voor de betrokken landen. Dat betekent dat, zeker voor de armste landen uit de groep, hulp enkel in de vorm wordt verleend van giften. Leningen zouden het probleem op langere termijn alleen maar vergroten;

7. er over te waken dat er transparantie en «accountability» is van de hulpanalen en van de betrokken overheden in de getroffen landen;

8. de bevolking en de civiele maatschappij te betrekken bij de controle op het gebruik van de vrijgekomen middelen.

25 janvier 2005

25 januari 2005

Annelies STORMS (sp.a-spirit)
Dirk VAN DER MAELEN (sp.a-spirit)
Patrick MORIAU (PS)